

Merci à Nami-san

Membre du site devenez-fonctionnaire.fr

Devenez-fonctionnaire.fr site libre et partageur

Vous aussi pensez à partager votre copie ! - RDV sur le site - Mode d'emploi dispo !

13.5 / 20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : Inspecteurs des finances publiques extérieures Session : 2026

Epreuve n° : 1 Matière : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille :

01 / 02

L'État dispose d'un patrimoine immobilier conséquent avec près de 99 millions de m² de surfaces utiles brutes réparties en France et à l'étranger.

Le patrimoine prend différentes formes : bureaux, laboratoires, institutions, logements, monuments historiques... et permet de répondre aux besoins des services publics.

Le ministère de la Culture est en charge de plus des deux tiers des monuments historiques de l'État, parmi lesquels se trouvent des palais et domaines nationaux (citons Versailles), des cathédrales, des grandes institutions culturelles, des monuments ainsi que des sites archéologiques dont la renommée n'est pas uniquement française mais qui disposent également d'un rayonnement international.

La France, fière de cette richesse patrimoniale issue de son histoire, attire toujours plus de touristes.

Il convient donc de s'interroger, d'une part, sur les moyens mis en œuvre par l'État pour entretenir ces sites (I) alors que son budget est de plus en plus restreint et, d'autre part, sur les retombées positives générées sur les plans économique et culturel d'un tel engagement.

I. L'État dispose d'un patrimoine immobilier conséquent, qu'il a la charge d'entretenir...

Le patrimoine de l'État représente plus de 62,6 milliards d'euros d'actifs, répartis sur tout son territoire, y compris à l'étranger. L'entretien de ce patrimoine impose des

défis (A) et nécessité de trouver des sources de financements variées (B).

A. Un entretien difficile à mettre en œuvre en raison d'une grande hétérogénéité du patrimoine.

Les monuments historiques détenus par l'État et relevant du ministère de la Culture sont de natures diverses et sont inégalement répartis à l'échelle du territoire.

L'État dispose en effet aussi bien de bâtiments que de terrains à entretenir. Près d'un cinquième de son patrimoine se situe en Île-de-France et plus de la moitié de ses biens se retrouvent dans les régions abritant les plus grandes villes françaises.

La vétusté de certains bâtiments rend leur rénovation difficile et très coûteuse. C'est pourquoi certains chantiers ne sont pas entrepris et l'État préférera parfois vendre une partie de son patrimoine plutôt que d'engager d'immenses sommes d'argent dans sa rénovation. Cependant, la gestion de l'immobilier public répond à des règles juridiques spécifiques qui diffèrent de celles de l'immobilier privé et sont plus contraignantes. Enfin, l'État est son propre assureur en cas d'accident.

B. Des sources de financement plurielles.

Afin de financer l'entretien et la rénovation des monuments historiques existants, l'État, s'il ne souhaite pas augmenter les dépenses de son ministère, peut faire appel à plusieurs leviers différents.

Tout d'abord, il peut augmenter le prix des billets,

afin de mettre à contribution directement les visiteurs qui profitent de ces lieux et ainsi d'augmenter les recettes. Ensuite, il peut revendre les droits d'utilisation de ses licences, comme c'est le cas avec le Louvre Abou Dhabi par exemple. Enfin, il peut faire appel à des mécènes et nouer des partenariats particulièrement lucratifs.

De cette façon, l'État réussit à maintenir l'entretien de ses sites actuels et à continuer d'investir dans leur développement sans réclamer plus d'efforts aux contribuables français.

II. ... qui représente un réel atout pour son économie et son rayonnement culturel.

Les monuments historiques français sont plébiscités par les touristes domestiques et internationaux. Ils entraînent des retombées économiques positives sur le territoire français (A) et contribuent à valoriser l'image de la France, notamment à l'étranger (B).

A. L'investissement dans les monuments historiques permet de redynamiser l'économie à l'échelle locale et à l'échelle nationale.

En choisissant d'investir dans le projet de Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts, le président Emmanuel Macron a effectué un pari risqué. D'un chantier estimé à 100 millions d'euros, il aura fini par coûter plus du double à son échéance, après les déconvenues liées notamment au retard pris avec la crise sanitaire du covid.

Toutefois, il semblerait que ce fut un pari gagnant. Les visiteurs étaient au rendez-vous en nombre et le lieu a su attirer aussi bien un jeune public,

notamment les scolaires, que des personnes plus âgées. Grâce à la diversité des contenus proposés, adaptés à chaque type de public, ce lieu a d'abord suscité l'intérêt des Cotteréziens, notamment grâce à l'implication d'acteurs culturels locaux.

En développant des partenariats avec des commerces et partenaires locaux, le lieu a su redynamiser le territoire à l'échelle locale.

B. La culture contribue au rayonnement international de la France.

La France attire énormément de touristes chaque année et la Région Île-de-France bat des records de fréquentation. Parmi les dix sites touristiques les plus visités de la Région, on retrouve notamment la Cathédrale Notre-Dame et le Musée du Louvre.

Après l'incendie qui a ravagé une partie de la Cathédrale, c'est avec bonheur que les touristes ont pu de nouveau visiter ce lieu emblématique de l'histoire française.

Le président Macron a annoncé un grand plan de Renovation du Musée du Louvre, jugé vétuste et pouvant à certains endroits compromettre la sécurité de certaines œuvres (par exemple, fuite d'eau dans des pièces contenant des œuvres d'art sensibles à l'humidité). Le plan devrait également permettre d'augmenter la capacité d'accueil du lieu et d'améliorer l'expérience des touristes étrangers, aujourd'hui plus nombreux à séjourner dans la capitale que les touristes français.

En outre, de plus en plus de partenariats sont noués avec des institutions internationales afin de favoriser les échanges et de dynamiser davantage le tourisme en France.

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : Inspecteur des finances publiques exterie Session : 2026Epreuve n° : 1 Matière : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille :

02 / 02

Le projet "Nouvelle Renaissance du Louvre" porté par Emmanuel Macron, qui consiste en la rénovation du musée du même nom, est plébiscité par certains et jugés dispensable par d'autres, qui avancent le niveau Record de dette publique comme argument principal en sa défaveur.

En effet, ce projet ambitieux a un coût estimé entre 700 et 800 millions d'euros.

Comment serait financé ce projet et quelles en seraient les conséquences économiques ?

* du musée
Le gouvernement mise sur des rentrées d'argent supplémentaires, afin de ne pas faire peser le coût de ce projet sur les contribuables français. L'augmentation du coût du tarif* (notamment pour les ressortissants étrangers non européens) ainsi que la création du ticket "spécial Joconde" permettraient de financer le projet.

Par ailleurs, en adaptant les locaux à un meilleur accueil des touristes, l'expérience utilisateur s'en trouverait améliorée. Ainsi, on pourrait attendre une augmentation du nombre de visiteurs qui à son tour entraînerait une hausse des recettes perçues par le musée.

Si l'expérience des touristes étrangers est perçue comme agréable, il y a fort à parier que ces mêmes touristes seront plus enclins à visiter d'autres lieux touristiques parisiens voire français, à le recommander à leur entourage (famille, amis) et ainsi entraîneront un cercle vertueux.

Ainsi, ce qui apparaît aujourd'hui comme une dépense (et qui l'est, factuellement) représente également un investissement rentable pour les années à venir.

Un musée du Louvre plus accueillant, plus moderne et plus sécurisé améliorerait à la fois le prestige du lieu lui-même, de la ville de Paris et de la France dans son ensemble. Par conséquent, cela aurait des répercussions économiques favorables sur le secteur du tourisme en France, en particulier après la mauvaise publicité récoltée lors du braquage réalisé cette année au Louvre.

Pour inciter les français à venir en aide au patrimoine historique de la France, il faudrait tout d'abord faire connaître les monuments ou sites concernés dans leur entourage proche. Les collectivités territoriales pourraient mener une campagne de sensibilisation à leur échelle, par exemple les communes pourraient inciter les écoles à travailler sur l'histoire de ces sites voire même encourager leur visite lors de sorties pédagogiques qu'elles financeraient. Les habitants ou même visiteurs de ces lieux pourraient faire un don, dans ce cas une campagne de communication claire est nécessaire pour expliquer leur utilité concrète. Enfin, un tarif dit "solidaire" pourrait être mis en place à l'entrée de ces lieux, qui comprendrait un don libre en plus du tarif d'entrée normal.



